

ACTUALITÉS SOCIALES DU 12 AU 16 JANVIER 2026

CONDITIONS DE TRAVAIL (DURÉE, RUPTURE, CDD...)

| | |
|--|---|
| LS 13/01 Pages 1 et 2 | Temps de travail : Congés payés et heures supplémentaires <i>Cass. soc., 7 janv. 2026, no 24-19.410 F-B</i> La Cour de cassation confirme et étend son revirement de jurisprudence de septembre 2025. Désormais, dans le cadre d'un décompte hebdomadaire ou sur une période de deux semaines (comme dans les transports routiers), les jours de congés payés doivent être pris en compte pour calculer le seuil de déclenchement des heures supplémentaires. Un salarié en congé payé partiel dans la période de référence a droit aux majorations correspondant aux heures qu'il aurait travaillées s'il n'avait pas été en congé. |
|--|---|

EMPLOI / ÉCONOMIE

| | |
|--|---|
| LS 15/01 Page 7 | taux de chômage mondial <i>l'Organisation internationale du travail ; rapport annuel publié le 15 janvier 2026,</i> indique que le taux de chômage mondial devrait rester stable en 2026, à 4,9 %, soit environ 186 millions de personnes. L'OIT alerte toutefois sur la persistance du travail informel et de l'emploi précaire, qui concerne près de 2,1 milliards de travailleurs. L'organisation souligne également que l'IA et l'automatisation pourraient accentuer ces difficultés, pour les jeunes diplômés. |
| LS 12/01 Page 4 | Travailleurs détachés en hausse de 3 % en 2024 <i>Dares Résultats no 58, « L'emploi de salariés détachés en 2024 », 20 nov. 2025</i> En 2024, le nombre de salariés détachés en France a progressé de 3% (255 900 personnes), mais reste inférieur de 7% au niveau d'avant la crise sanitaire. Les secteurs principaux sont la construction (40%) et l'industrie (31%). On observe une hausse des détachements en provenance de pays hors UE (Brésil, Ukraine, Royaume-Uni...). |
| LS 13/01 Page 5 | Rémunération : Les hausses de salaires à 3,1 % en 2026, mais davantage au mérite, selon une enquête Les hausses de salaire médianes devraient se stabiliser à 3,1% en 2026, selon une enquête. La tendance est à l'individualisation des augmentations (29% des entreprises prévoient encore des hausses générales) et 46% prévoient des ajustements pour l'équité salariale femmes-hommes. |

FORMATION

| | |
|---|--|
| LS 12/01 Page 5 | L'Urssaf collecte les contributions conventionnelles de formation Financement : À compter du 1er janvier 2026, l'Urssaf collectera les contributions conventionnelles de formation professionnelle pour les branches professionnelles qui le souhaitent, simplifiant ainsi les déclarations pour les employeurs concernés. |
| LS 14/01 Pages 4 à 5 | Apprentissage : une voie de seconde chance en plein essor, portée par les reprises d'études et les diplômés du supérieur Le Céreq souligne que l'apprentissage est devenu une « voie de seconde chance ». Le nombre de contrats signés dans le cadre d'une reprise d'études a été multiplié par 3 entre 2018 et 2020. En 2024, 878 600 nouveaux contrats ont été signés (contre 317 300 en 2018). L'apprentissage concerne désormais des parcours de reprise d'études tardifs (68% ont repris plus de 3 ans après la sortie du système) et davantage de diplômés du supérieur (47%). |

PROTECTION SOCIALE

| | |
|--|---|
| LS 15/01 Page 5 | Drees, « Minima sociaux et prestations sociales – Ménages aux revenus modestes et redistribution – Édition 2025 », 4 déc. 2025 Selon le panorama publié par la Drees, 4,25 millions de personnes percevaient un minimum social fin 2024, soit une augmentation de 1,3 % sur un an. L'allocation aux adultes handicapés connaît une hausse marquée, tandis que le nombre de bénéficiaires du RSA recule légèrement. L'étude met en évidence de nombreux allers-retours entre emploi et minima sociaux, révélant la précarité des emplois retrouvés et les difficultés d'insertion durable sur le marché du travail, en particulier pour les publics les plus âgés. |
| LS 16/01 Pages 3 et 4 | Les recommandations du HCFiPS pour lutter contre la fraude sociale, évaluée à 14 Md € en 2025 HCFiPS, note annuelle de suivi et d'évaluation des fraudes sociales, 13 janv. 2026 la fraude sociale est estimée à 14 milliards d'euros en 2025. Il alerte notamment sur les risques de fraude liés à certains dispositifs récents, tels que le tiers payant pour les fauteuils roulants ou le dispositif « Mon soutien psy ». Le HCFiPS recommande un renforcement du suivi des nouveaux droits, une meilleure information des usagers et une évaluation systématique des risques de fraude lors de la création de nouveaux dispositifs |
| LS 13/01 Pages 5 et 6 | Tensions autour des réformes de l'assurance chômage et des allocations familiales Assurance chômage : Les partenaires sociaux (patronat, CFDT, CFTC, FO) posent trois conditions au gouvernement pour poursuivre les négociations : le retrait formel de la lettre de cadrage de François Bayrou demandant des économies, l'agrément de l'avenant sur le bonus-malus pour les contrats courts, et la publication du décret raccourcissant à 5 mois la durée de travail requise pour les primo-entrants Allocations familiales : L'Unaf dénonce le report de la majoration des allocations familiales de 14 à 18 ans, y voyant une baisse d'aide malgré le recul de la natalité. Elle conteste la justification financière liée au financement du nouveau congé de naissance. |

| | |
|---|---|
| LS 13/01 Pages 2 et 3 | L'Urssaf fait le point sur les conditions d'éligibilité à l'Acre pour 2026. <i>Urssaf, actualité, 9 janv. 2026</i> L'Urssaf récapitule les règles applicables à l'Acre (aide à la création et à la reprise d'entreprise) depuis le 1er janvier 2026. Elle rappelle que tous les publics doivent formuler une demande auprès d'elle pour obtenir cette aide retouchée par LFSS pour 2026. Elle revient aussi sur le recentrage du dispositif en listant les publics vulnérables qui y sont désormais éligibles. |
| RELATIONS SOCIALES (DROIT SYNDICAL ; IRP ; CONVENTIONS ET ACCORDS) | |
| LS 12/01 Page 5 | Source AFP Une guerre de sécession se produit au sein du Leem (syndicat des industriels du médicament) : Sanofi, Servier, Ipsen et d'autres grands laboratoires annoncent la création prochaine d'un nouveau syndicat pour défendre l'innovation et la souveraineté pharmaceutique française. |
| LS 15/01 Pages 1 et 2 | Accord collectif d'entreprise sur l'aménagement des fins de carrière au sein de la société Sterimed SAS, 20 oct. 2025 L'entreprise Sterimed a conclu, le 20 octobre 2025, un accord relatif à l'aménagement des fins de carrière pour les salariés en travail posté, applicable depuis le 1er janvier 2026. Cet accord permet aux salariés concernés d'alimenter un compte épargne-temps spécifique en y plaçant jusqu'à 30 % de leur salaire de base chaque mois, dans la limite de 390 jours sur l'ensemble de la carrière. Afin d'accompagner cette transition vers la retraite, l'entreprise prévoit un abondement pouvant atteindre 100 jours. Cette mesure s'inscrit dans une démarche de prévention de la pénibilité, d'anticipation des départs à la retraite et de sécurisation des parcours professionnels. |
| LS 16/01 Pages 1 et 2 | Orange signe un nouvel accord sur l'égalité professionnelle intégrant l'IA L'UES Orange a signé, le 10 décembre 2025, un nouvel accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, applicable jusqu'à fin 2027. Cet accord reconduit plusieurs mesures existantes, notamment en matière de parentalité, et introduit un dispositif de temps partiel ou de forfait-jours réduit parental à compter du 1er juillet 2026. Il prévoit également des engagements visant à intégrer les enjeux d'intelligence artificielle dans une logique d'inclusion et de lutte contre les discriminations, afin de sécuriser l'usage de l'IA dans les processus internes. |
| RÉFORMES EN COURS | |
| LS 12/01 Page 6 | Proposition de loi sur le travail le 1er mai Huit syndicats (dont la CFDT, CGT, FO) s'alarment d'une proposition de loi, déjà adoptée au Sénat, qui remettrait en cause le caractère obligatoirement chômé et payé du 1er mai. Ils appellent les députés à s'y opposer lors du vote prévu le 22 janvier |
| LS 15/01 Pages 2 et 3 | Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2030, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, 13 janv. 2026 L'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2030. Le texte prévoit notamment la possibilité de déroger au repos dominical afin de faciliter l'organisation de l'événement. Cette dérogation soulève des enjeux importants en matière d'organisation du temps de travail et de protection des salariés, qui devront être encadrés par des mesures de compensation adaptées. |
| LS 16/01 Page 3 | Projets de décrets modifiant le taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle, d'APLD et d'APLD rebond, soumis à la CNNCEFP le 14 janv. 2026 Deux projets de décrets prévoient la revalorisation, au 1er janvier 2026, du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle. Le taux plancher serait fixé à 8,57 euros pour l'activité partielle classique et à 9,52 euros pour les entreprises ayant recours à l'activité partielle de longue durée (APLD ou APLD rebond). Ces ajustements font suite à la revalorisation du Smic intervenue au 1er janvier 2026 et visent à garantir un niveau minimal de rémunération aux salariés concernés. Un second projet de décret soumis aux partenaires sociaux modifie également les planchers applicables à Mayotte. |
| SANTÉ AU TRAVAIL | |
| LS 14/01 Page 6 | Conditions de travail chez Décathlon : une enquête CFDT révèle une dégradation marquée du bien-être des salariés Une enquête interne de la CFDT chez Décathlon (4 533 répondants) révèle une note globale basse (4,9/10) et pointe une augmentation de la charge de travail (68% des salariés), une charge mentale accentuée (57%) et des douleurs physiques (43%). |
| LS 13/01 Pages 5 et 6 | Mobilisation des médecins au cœur des crispations Mouvement des médecins : La grève des médecins libéraux se poursuit. Ils dénoncent une "dérive autoritaire" (notamment un projet visant à imposer des objectifs de réduction des arrêts maladie) et rejettent la proposition de rendez-vous de la ministre de la Santé. Une délégation part symboliquement à Bruxelles pour protester. |